Quand *Libé* taille patrons…

Ce texte a été censuré par le service des pages « Rebonds » du journal *Libération*, qui s'était engagé à le mettre en ligne, en contrepoint au reportage mentionné ci-dessous, mais qui s'est finalement lamentablement débiné sans autre explication.

Retour sur le reportage « Une troisième en classe affaires », publié le samedi 21 juin 2014, pages 18 à 21 du journal et sur son site à la rubrique « Education : les enjeux, les débats »(http://www.liberation.fr/societe/2014/06/20/une-troisieme-en-classe-affaires_1046447).

Avec Libération, il est habituel de trouver, dans le titre, le jeu de mots qui fait mouche, dans le chapeau, l'accroche qui glisse une puce à l'oreille… et de constater que la suite de l'article se fait plus dialogique. Mais dans un numéro anniversaire pour Michel Foucault, au milieu de Crary, Djian, Guillon, Laugier, Iacub, des intermittents en lutte, en plus, et des salariés de Libération soucieux de leur avenir et de leur indépendance (!), pour couronner le tout, lire ce titre n'est pas évident, au plan éditorial. Sans parler du chapeau. Car l'école, en tant qu'institution, n'échappe pas plus qu'une autre instance, aux pressions du MEDEF, aux avances marchandes, aux visées néolibérales… bref, aux enjeux sociaux, politiques et idéologiques de notre belle époque.

Qu'il me soit, donc, permis d'affirmer, comme je l'avais fait pour la presse locale, il y a trois ans – et les membres d'Entreprise et Progrès ne me contrediront pas, puisque leur association est, elle-même, traversée par ces débats – que le groupe d'élèves de l'option DP3 du collège Louise Michel de Clichy-sous-Bois, travaille, par un contrat tacite et fixé depuis quatre ans, avec des entrepreneurs et pas avec des patrons.

Qu'il me soit permis de rappeler qu'au collège Louise Michel et à l'école républicaine, on n'imagine pas forcément nos élèves, devenus entrepreneurs, en classe affaires des avions ou en première classe des TGV. Dans le cadre de cette éducation nationale, le patronat n'est pas l'Olympe et la vision libérale de l'entreprise n'est ni une conviction, ni un sacerdoce, ni une religion.

Si nous avons choisi de travailler avec des entrepreneurs, c'est bien pour donner le goût d'entreprendre et d'oser à nos élèves, sur une base interdisciplinaire et polytechnique, c'est pour qu'ils mettent le terme « entreprise », en chantier, en débats, en questions et en réflexion, avant, pendant et après un projet, dont l'article de V. Soulé a le mérite, par la suite – même si les deux tuteurs François et Patrice n'ont visiblement pas raté l'occasion des trajets Clichy-Paris pour défendre leur vision du monde – de restituer certains enjeux à haute tension.

Pour un enseignant, au travail avec ses élèves, tous les entrepreneurs ne sont pas, par essence ou par la force des choses, patrons, et ne sont pas favorables aux organisations verticales, même si il sait que c'est le modèle dominant, à l'heure actuelle (en se rappelant que c'est une réalité, mais pas toute).

En ce qui concerne le terme « entreprise », envisagé, ici, comme « unité de production de bien(s) et / ou de service(s) visant à répondre à un besoin ou à un désir », rien ne lui fait porter, a priori, la mention « libérale », « capitaliste », « socialiste », « coopérative » ou « collectiviste ».

Quant à l'enseignant libertaire, mentionné et cité à plusieurs reprises, dont on imagine qu'il est comme un poisson dans le courant de son métier et de cet établissement, il a demandé et obtenu, après avoir essuyé les insultes publiques d'une collègue et des diffamations de collègues et de son patron (!), la protection des services DRH du rectorat, afin de prendre ses cliques et ses claques, pour défaut de gestion et de protection… de sa direction.

Barré, en plein milieu d'année, après quatorze ans d'engagement professionnel, d'investissement

collectif à la base et de dures luttes au collège Louise Michel, qui, s'il sera comme un sou neuf HQE, à la rentrée prochaine, en 1999, noir de la suie de cocktails Molotov et de violences à peine soutenables, accueillait presque 1200 élèves dont plus de 80 % venaient, déjà, de classes sociales dites très défavorisées, et dont on se demande quel avenir lui réservent les libéraux, plus ou moins technocrates, et autres réacspublicains qui sévissent dans l'institution, et le fameux PPP (partenariat public-privé entre le Conseil Général et Eiffage) qui finance sa reconstruction et cadre son devenir et son fonctionnement pour les 25 prochaines années.

Dès lors, il n'était forcément pas là, pour la préparation finale et la présentation des élèves, le 5 juin, dans le cadre d'un projet initié, il y a quatre ans, avec Hervé Gourio et une collègue de Maths, sur la base du contrat énoncé plus haut.

Il ne regrette pas, à titre personnel et militant, d'avoir croisé le fer avec François et Patrice, joyeuses personnes, tuteurs très investis, libéraux convaincus et, certes, ex-patrons, mais se dit que son travail d'enseignant n'est pas de fabriquer des libertaires ou des libéraux, mais de se donner les moyens didactiques et pédagogiques d'ouvrir dialogiquement ses élèves sur le monde, de développer leurs connaissances, leur intelligence et leur conscience, et de les préparer à le continuer, à l'inventer ou à le transformer. Quitte à proposer à Entreprise et Progrès, « laboratoire d'idées » aux « racines humanistes », comme le rappelle Hervé Gourio, initialement groupe d'entrepreneurs et non club de patrons, d'« adopter un texte de principe clair », pour pouvoir y travailler et poursuivre l'expérience. « Avec l'indépendance pour unique garantie », comme à *Libé* !
Histoire que les édiles qui projettent, au ministère, la grande rencontre entre l'école et l'entreprise, ne manquent pas, sur la base de cette expérience, de prendre soin d'y réfléchir et d'y penser.

Histoire qu'à force de puces à l'oreille, on n'en vienne pas à oublier de chasser les mouches…

Sébastien Marguet